



Sud-Solidaires BPCE - 24, rue du 24 février - 79000 NIORT
06-37-61-34-04 / 06-15-79-25-99 / 06-12-38-10-95
sudceapc@yahoo.fr / www.ceapc.sudbpce.com

 sudsolidaires.ceapc  SUDBPCE  Sud Groupe BPCE

Union
syndicale
Solidaires

Troisième réunion de Négociation Obligatoire Annuelle 7 Février 2019

Présent pour la direction, B. Durand

Présent-es pour les Organisations Syndicales **Sud-Solidaires**/ UNSA-SU/ RSP/SNE-CGC/ CFDT

Début de la réunion 9h30, la direction nous fait part de ses propositions.

La direction précise que « *suite à nos réflexions* », elle souhaite « *faire évoluer un certain nombre de propositions* », mais que « *sur un certain nombre de sujets, elle restera sur ce qui a été présenté le 12/02* ».

Sur le temps de travail, « *pas d'intention de modifier les règles et accords existants* », « *maintien de l'existant sur ce qui nous guide sur le partage de la valeur ajoutée* ».SIC !

Proposition sur les **facilités de déplacements**

Proposition sur les aides pour les travailleurs **handicapés**

Revalorisation des Tickets Restaurants, soit de 9,05 euros à 9,15 euros, valeur patronale de 5,43 euros à 5,49 euros et valeur salariale de 3,62 euros à 3,66 euros.(Ils ne participent même pas à la hauteur maximum de leur part).

Enveloppe révision salariale, de 2% de la masse salariale (augmentation par rapport à la réunion du 12/02), à 2.135 M d'euros, qui intègre l'ensemble des mesures collectives et individuelles (0.8 % d'augmentation générale + mesures individuelles + révision salariale du dernier trimestre). Les 0.8 % d'augmentation nationale ne bougent pas, même en local.

Egalité Pro, la direction « *continuera d'être vigilante mais nous ne prévoyons pas de dédier d'enveloppe spécifique* », la direction se gloissant d'avoir une valeur d'index à 89 points sur 100 (sachant que le minimum légal doit être de 75 points). Et sur la partie écarts de rémunérations Femme/Homme, la CE obtient 39/40 points !

Indemnités Kilométriques, pas de revalorisation, la direction brandit la menace de l'URSAFF !

Temps de travail, « *dispositif équilibré* », si cela est modifié « *cela modifiera profondément notre organisation* », « *va à l'encontre d'un système basé sur la confiance* ».
« *Pas une priorité* ».

Sud-Solidaires est intervenu à maintes reprises et en voici un résumé :

Pas de contrôle du temps de travail car d'après la direction le système est basé sur la confiance, la direction ne voulant pas vérifier les heures d'arrivées, de départs et surtout pense que les temps de pause sont plus importants et ne veut pas sanctionner les collègues ! On s'est étranglé ! Nous leur avons rappelé que le contrôle, le flicage est très présent, sur nos appels sortants, entrants, mails ... donc d'un côté c'est la confiance et de l'autre le contrôle.

Sud-Solidaires s'est aussi ému du **non remplacement** des collègues dans les agences lors des démissions alors que cela peut être largement anticipé. Bref des économies sur le dos des collègues et au détriment des clients.

Nous sommes aussi intervenus sur d'autres points, **les IK, les TR, les augmentations collectives ...**

L'ensemble des OS ont fait le même constat de dégradation des conditions de travail, de rémunération, de mépris de la direction sur le « *dialogue social* » dans la CEAPC.

Toutes les OS ont demandé à ce qu'un membre du directoire soit présent et que les négociations ne soient pas terminées.

La RSP a demandé une interruption de séance à 11h00.

Toutes les OS ont donc échangé et partagent le même constat.

Reprise à 11h30, B. Durand revenant avec un « *projet d'accord* », où seul le budget dédié à l'ensemble des mesures salariales est augmenté de la peccadille de 100 000 euros !, soit encore des clopinettes !

Reprises à 13h30

RSP : demande toujours à connaître combien de personnes ont eu accès à la prime pour acheter un vélo ou un scooter et ou sont-ils localisés ?

B. Durand répond essentiellement sur Atlantica

RSP s'étonne de l'écart persistant entre Femmes et Hommes chez les plus de 50 ans

B. Durand confirme qu'il n'y aura pas d'enveloppe dédiée

SU/UNSA revient sur le montant de l'enveloppe salariale avec 1.8 % en février de proposé puis 2% ce matin puis 2.1 % cet après-midi alors que personne n'a rien demandé ???!!!

Car personne n'est demandeur d'une telle politique salariale fixée sur un budget qui sert les intérêts de la direction et de sa part variable, son TBA ou encore les fameuses enveloppes individuelles.

Revient sur les écarts Femmes/ Hommes qui perdurent et sur le Ticket Restaurant, qui pour la première fois de l'histoire n'est même pas au maximum de la part patronale !

Sud-Solidaires revient sur la déconnexion totale de l'entreprise avec la société et avec cet accord.

En effet alors qu'un mouvement social sans précédent perdure depuis plusieurs mois suite à l'augmentation, au départ des prix des carburants, il n'y a rien pour les salarié-es habitant en milieu péri urbain ou rural.

Toutes les mesures ne concernent que les citadins, excluant 40% des salarié-es !

Qui partent justement des villes car le salaire versé n'est pas assez correct pour pouvoir vivre dans ces centres villes où le prix de l'immobilier c'est envolé !!!

15h00 fin des pseudos négociations malgré la demande de l'ensemble des OS à ce que le président du directoire soit présent et que des vraies négos commencent.

Un mail va être envoyé avec l'accord définitif et la date de signature.

On voit là encore les limites d'une négociation salariale en dehors de tout rapport de force.

Si nous voulons avoir de vraies augmentations de salaires, il faudra aller les chercher !